

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS DE SERVICES

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
78180

MÉDIATHÈQUE DU PATRIMOINE ET DE LA PHOTOGRAPHIE

**MARCHÉ DE PRESTATIONS DE GARDIENNAGE, DE SECURITÉ, DE SECURITÉ
INCENDIE, DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE D'ACCÈS DU SITE DU FORT
DE SAINT-CYR**

Personne publique et pouvoir adjudicateur

**Service à compétence nationale Médiathèque du patrimoine et de la photographie (MPP)
Fort de Saint-Cyr
2, rue du Fort de Saint-Cyr
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX**

Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur

Monsieur le directeur de la Médiathèque du patrimoine et de la photographie

Personne habilitée à donner les renseignements

Monsieur le directeur de la Médiathèque du patrimoine et de la photographie

Comptable assignataire des paiements

**Le Centre de gestion financière du bloc 3
Division dépenses de l'État DRFIP Île-de-France et de Paris**

Mode de consultation

**Procédure formalisée ouverte passée en application des dispositions du Code de la
Commande publique du 1^{er} avril 2019**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS :

Jeudi 30 janvier 2025 à 16h00

VISITE OBLIGATOIRE DU SITE :

Sur rendez-vous du 11 au 20 décembre 2025 et 6 janvier au 24 janvier 2025

AVERTISSEMENT

L'ensemble des dispositions légales et réglementaires visées dans le présent règlement de la consultation est disponible sur le site www.legifrance.gouv.fr

L'ensemble des renseignements et documents fournis par les candidats à chacune des phases de la procédure devra impérativement être rédigé en langue française conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 modifiée.

Les renseignements et documents rédigés en langue étrangère seront acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française.

Le présent règlement de la consultation a pour objet de définir les modalités de passation qui doivent être respectées par les candidats souhaitant soumissionner au présent marché.

1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Etat :

Ministère de la Culture
Médiathèque du patrimoine et de la photographie
11, rue du Séminaire de Conflans
94 220 Charenton-le-Pont

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine

2. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'exécution des prestations de gardiennage, de sécurité, de sécurité incendie, de surveillance et de contrôle d'accès au site du fort de Saint-Cyr, sis 2, rue du fort de Saint-Cyr 78180 Montigny-le-Bretonneux.

Les spécifications techniques des prestations des marchés sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

Le présent marché est mixte : il comprend des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commandes.

Il s'agit d'un marché de service relevant de la catégorie 23 - Services de sécurité.

Code principal : CPV 79711000 - services de sécurité

Code secondaire : CPV 79713000 - services de gardiennage

Code secondaire : CPV 79714000 - services de surveillance

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. Procédure de consultation

La présente consultation est organisée sous la forme d'une procédure formalisée ouverte passée en application des dispositions du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

4.2. Principes régissant la consultation

La consultation est régie par les principes suivants :

- liberté d'accès à la commande publique,
- égalité de traitement des candidats : à ce titre, les candidats bénéficient du même niveau d'information. La personne publique ne pourra donner à certains candidats des informations, susceptibles de les avantager par rapport à d'autres,

- respect du secret des affaires,
- objectivité et transparence des procédures,
- droit à un recours effectif.

4.3. Durée du marché - Délai d'exécution

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an. Au-delà, il pourra être reconduit, sur demande expresse de la MPP, par période d'un an, renouvelable trois fois.

La demande de renouvellement devra être adressée au prestataire par la MPP, par lettre recommandée avec accusé de réception 3 mois avant la l'échéance annuelle du marché.

Date de démarrage des prestations : Mardi 1^{er} avril 2025

4.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des plis indiquée en en-tête du présent document.

4.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

L'unité monétaire de ce marché est l'euro.

Conformément à l'article L.2192-10 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, entré en vigueur au 1^{er} avril 2019, le délai de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture par les services de la personne publique.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire du marché, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Ce taux est le taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne augmenté de 8 points.

Le titulaire du marché bénéficiera également du paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. La mise en œuvre de ce délai interviendra dans les conditions fixées par les articles R.2192-31 à R.2192-36 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Le titulaire pourra céder ou nantir, en partie ou en totalité, les créances résultant du marché. Les prix sont forfaitaires et fermes.

Les dépenses résultant du marché seront imputées au budget de l'État :

Programme Patrimoine : **0175**

Titre : **3**

BOP : **0175-CPAT**

5. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES ET MODALITÉS DE RETRAIT

5.1. Composition du dossier de consultation des opérateurs économiques (DCOE)

Les pièces constitutives du dossier de consultation du présent marché, remises par le pouvoir adjudicateur gratuitement à chaque candidat sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) pour un candidat unique et ses annexes, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) - annexe 1 - et le bordereau des prix unitaires (BPU) - annexe 2.
- Le présent règlement de consultation et ses 2 annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes, dont seuls les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font foi.

De plus, est joint le document administratif suivant :

- Attestation de visite du site

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCOE.

Lors de leur étude, les soumissionnaires se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le DCOE. En conséquence, ils ne pourront ni refuser d'exécuter les prestations, objet du présent marché, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit à leur profit.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition du DCOE. Aucune réclamation ou prorogation du délai de remise des offres ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

5.2. Modifications de détail apportées au DCOE

La personne publique se réserve le droit d'apporter, au plus tard **15 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.3. Modalités de retrait du DCOE

Le dossier de consultation est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Sous la référence :

GardiennageMPPSaintCyr

Cette référence permet d'accéder à la consultation après avoir renseigné un formulaire d'identification en indiquant le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents, et une adresse permettant à l'administration de lui adresser de façon certaine une correspondance électronique.

6. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le candidat devra remettre un dossier complet (dossier administratif : candidature + projet de marché : offre).

Rédigées entièrement en langue française, les candidatures et les offres des candidats seront remises en **un original et une copie** comprenant les éléments décrits ci-après :

6.1. Le dossier administratif comprenant les déclarations et attestations suivantes prévues par les dispositions du Code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019, soit :

- La lettre de candidature,
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Une déclaration sur l'honneur,
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours du dernier exercice disponible,
- La liste des principales prestations de même nature (références) effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour l'année en cours ou l'année précédente.

Comme indiqué selon les dispositions du Code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019, le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents susmentionnés.

Le D.U.M.E. est disponible sur le site internet suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les candidats peuvent remettre :

- L'extrait Kbis datant de moins de six mois,
- Les pièces prévues aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait ses obligations sociales et fiscales (formulaire NOTI2 rempli, daté, signé, au 31/12/2021 ou l'imprimé 3666 accompagné de l'attestation URSSAF au 31/12/2021 peuvent être produits),

- L'attestation d'assurance professionnelle.

Toutefois, ces trois derniers documents ne seront exigibles qu'à l'attribution du marché.

***NB 1** : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.*

***NB 2** : L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut conduire à éliminer un candidat. Les entreprises de création récente peuvent justifier de leur capacité technique, financière et professionnelle par d'autres moyens que ceux énumérés ci-dessus.*

6.2. Projet de marché

Les candidats auront à produire **un dossier complet** comprenant les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement** dûment complété, paraphé, daté et signé par le représentant de l'entreprise,
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et ces annexes, à accepter sans aucune modification, paraphé, daté et signé par le représentant de l'entreprise,
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** à accepter sans aucune modification, paraphé, daté et signé par le représentant de l'entreprise,
- **Le présent règlement de consultation** paraphé, daté et signé par le représentant de l'entreprise,
- **Les annexes financière 1 et 2** à l'acte d'engagement (DPGF et BPU) dûment complétées,
- **Un mémoire méthodologique** comprenant les éléments suivants :
 - l'organigramme de l'entreprise,
 - les qualifications du personnel,
 - les noms des interlocuteurs vis-à-vis du client,
 - la méthodologie de travail envisagée pour la réalisation des prestations,
 - la description de l'organisation des moyens humains mis en œuvre tant au plan quantitatif que qualitatif (avec profil exact des intervenants),
 - la description précise du matériel utilisé pour la réalisation des prestations.
- **L'attestation de visite** du site datée et signée des deux parties,
- **Un relevé d'identité bancaire.**

ATTENTION : Les renseignements indiqués dans le mémoire méthodologique doivent être liés directement à l'objet du marché et ne doivent pas être une simple énumération de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.

Le mémoire méthodologique sera rendu contractuel.

Ce mémoire devra détailler l'offre technique et le dispositif mis en place sur le site répondant à chacune des exigences du CCTP et présenté selon le même plan en respectant l'ordre des

paragraphes. À ce titre, les informations et dispositions mentionnées dans le mémoire méthodologique engagent contractuellement le titulaire quant au respect des modalités d'exécution et des moyens mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations.

A défaut de transmission de ces documents dans le délai impératif indiqué par le client, la candidature est rejetée.

7. CLAUSE SOCIALE DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BÉNÉFICE DE JEUNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, la MPP souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

En application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, les candidats doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de 16 à 25 ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports ou par un acteur de l'Education nationale (à savoir enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais).

Dans le cahier des charges, cette exigence se présente sous la forme d'un volume horaire minimum et constitue une condition d'exécution du présent marché.

Le volume horaire minimum exigé est celui indiqué dans l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières. Il est à réaliser pendant la période ferme du marché. Néanmoins, les candidats peuvent dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent.

Dans leur offre, les candidats remplissent la fiche entreprise, annexée au présent règlement de la consultation (Cf. annexe 1), qui constitue le cadre de réponse.

A titre supplémentaire, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent proposer d'autres projets permettant d'enrichir leur offre sociale.

En tout état de cause, il est demandé aux candidats de présenter dans leur offre un engagement ferme de réalisation de la clause sociale, en remplissant le plus lisiblement possible la « Fiche entreprise » (cadre de réponse), de manière précise et adaptée au public concerné.

Pour plus d'informations sur la clause sociale, il convient de se reporter à l'annexe 2 du présent règlement de la consultation.

Une offre qui ne présente pas une action de formation sous statut scolaire, selon les formes requises (= « Fiche entreprise » remplie), sera jugée irrégulière.

8. CONSIDERATION ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire doit mettre en œuvre un dispositif de formation interne aux pratiques écoresponsables (réduction de la consommation de papiers et d'autres ressources, recyclage, tri sélectif). Ce dispositif doit être documenté et justifié par des actions concrètes (programmes de formation, attestations de participation, etc.).

9. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Sont tout d'abord écartés les offres arrivées hors délais.

9.1. Sélection des candidatures

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019, la liste des candidats sélectionnés sera établie en tenant compte des critères suivants :

- **Capacités professionnelles** à réaliser les prestations (références),
- **Capacités techniques** à réaliser les prestations (moyens humains),
- **Capacités financières** à réaliser les prestations (chiffre d'affaires).

Seront éliminés les entreprises dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires et dont les capacités professionnelles, techniques et financières paraissent insuffisantes au vu du dossier de candidature.

9.2. Critères de jugement des offres

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues par les dispositions du Code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril.

Concernant les critères de jugement permettant de juger de l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
Valeur technique	50
Valeur économique (prix)	50

Valeur technique de l'offre (50 points) :

Les critères de notation des candidats sont les suivants :

- **Critère n°1** : références du candidat et expériences de contrats similaires (10 points).
- **Critère n°2** : qualité de l'organisation des moyens humains mis en œuvre tant au plan quantitatif que qualitatif (20 points) :
 - équipe, nombre, responsable et intervenants,
 - fonctions du personnel,
 - qualification du personnel,
 - organigramme proposé,
 - moyens techniques mis à disposition du personnel détaché sur site.

- **Critère n°3** : qualité de la méthodologie de travail envisagée pour la réalisation des prestations (20 points).

Valeur économique de l'offre (50 points) :

Les prix proposés par les candidats seront comparés à l'estimation prévisionnelle du montant du marché. Les offres s'écartant objectivement de cette estimation seront susceptibles d'être rejetées sans être classées du fait de leur caractère économiquement inacceptable.

Elles pourront également faire l'objet d'une recherche d'offre anormalement basse et, le cas échéant, être rejetées sans être notées.

9.3. Vérification de la régularité fiscale et sociale

Il sera vérifié que le candidat retenu répond aux conditions des dispositions prévues par le Code de la Commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019 lors de l'attribution du marché.

10. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

La remise des plis sera effectuée uniquement sous forme dématérialisée.

Les candidats doivent déposer leurs plis par voie électronique via le site :
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier est enregistré sous la référence : **GardiennageMPPSaintCyr**

Une aide technique pour la constitution électronique de leur candidature et offre est à disposition des candidats sur le site précité.

Les formats compatibles avec le système informatique sont les suivants :

- De préférence Docx et Xlsx, pour les documents modifiables, PDF pour les documents non modifiables,
- Le cas échéant. « .odt » ; « .xls » ; « .ppt » ; « .rtf ».

Le candidat est invité à :

- Ne pas utiliser de fichiers exécutables « .bat », « .exe »,
- Ne pas utiliser de macros.

En cas de documents scannés, le candidat s'assurera de la lisibilité des éventuels documents numérisés.

Les plis seront impérativement remis avant la date limite indiquée en tête du présent règlement de la consultation.

Les plis qui seraient remis après la date et l'heure limites ne seront pas retenus.
Les offres ne pourront en aucun cas parvenir sur support papier ou par télécopie.

11. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

11.1. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **une demande écrite, au plus tard le 24 janvier 2025** à :

Médiathèque du patrimoine et de la photographie

Secrétariat général

11, rue du Séminaire de Conflans

94 220 Charenton-le-Pont

Ou par courriel :

sandrine.sartori@culture.gouv.fr

marie-pascale.martin@culture.gouv.fr

patrick.merand@culture.gouv.fr

renaud.samuel@culture.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **5 jours calendaires** au plus tard avant la date limite de réception des plis.

11.2. Visite de site

Une visite **obligatoire du site** sera organisée sur rendez-vous **du 11 au 20 décembre 2025 et 6 janvier au 24 janvier 2025** à l'adresse suivante :

Médiathèque du patrimoine et de la photographie

Fort de Saint-Cyr

2, rue du fort de Saint-Cyr

78180 Montigny-le-Bretonneux

Tous les candidats souhaitant se présenter lors de cette visite doivent se faire connaître au préalable auprès de la **Médiathèque du patrimoine et de la photographie.**

Courriels :

sandrine.sartori@culture.gouv.fr

marie-pascale.martin@culture.gouv.fr

patrick.merand@culture.gouv.fr

renaud.samuel@culture.gouv.fr